

LE SE-UNSA DÉTERMINÉ FACE AU BLOCAGE GOUVERNEMENTAL

Le SE-UNSA constate que le ministre de l'Éducation nationale n'a pas répondu à l'offre de négociations des trois principaux syndicats du premier degré.

La rue de Grenelle semble avoir opté pour le « droit dans ses bottes », selon la formule connue d'un ancien Premier ministre. Ce raidissement tactique, accompagné d'une minoration systématique des messages émis par les professeurs et de l'ampleur de leur mobilisation, vise à afficher une inflexibilité et à décourager les enseignants d'agir.

Pour le SE-UNSA, les questions posées dans la manifestation nationale du 19 octobre, la semaine d'action du 17 au 21 novembre et la grève du 20 novembre vont bien au-delà des seules questions corporatives. Les différents constituants de la politique ministérielle, mis bout à bout, dessinent les contours d'une France où l'Éducation serait reléguée, son Ecole publique amoindrie de façon irréversible et ses principes républicains profondément affaiblis. Il s'agit donc d'une question de société concernant, au-delà des seuls enseignants, tous les citoyens. C'est donc en priorité vers l'opinion publique que doivent être tournées toutes les actions, d'autant plus que le gouvernement tente de la dresser contre les collègues.

Pour le syndicat, chacun doit prendre conscience et de la gravité des enjeux posés, et de la dureté du gouvernement. Pour le SE-UNSA, ce contexte implique d'inscrire les mobilisations dans la durée, sur des objectifs clairs et selon des formes d'action rassemblant le plus largement possible. Cela impose de ne pas épuiser à court terme les capacités de mobilisation. A ce titre, prenant en compte les messages du terrain, le SE-UNSA, s'il ne l'exclut pas, estime que le recours systématique à la grève, dans une période économiquement difficile, n'est pas une garantie d'efficacité.

Pour le SE-UNSA, c'est le sens que doivent prendre les suites de la grève du 20 novembre. En décembre, il appelle à réussir les rassemblements et manifestations du 10 avec l'ensemble de la communauté éducative. Parallèlement, il proposera aux personnels d'exprimer directement leur indignation auprès du gouvernement. L'action se poursuivra en janvier :

- dans les mobilisations prévues avec l'ensemble des salariés sur les conséquences de la crise, pour poser particulièrement la question de l'enjeu éducatif ;
- dans la préparation d'une carte scolaire particulièrement destructrice, compte tenu du budget 2009.

Pour le SE-UNSA, ce plan d'action doit permettre à la profession d'afficher sa détermination, en évitant le piège tendu par le gouvernement du repli sur soi et de l'isolement. L'École publique ne peut fonctionner dans un esprit d'opposition et de division. C'est pourquoi le SE-UNSA réitère sa demande d'ouverture de négociations sur les sujets en conflit.

Paris, le 28 novembre 2008
Luc Bérille,
Secrétaire Général